



Communiqué de presse

VMF lance une

PÉTITION NATIONALE POUR LE PATRIMOINE

La gravité de la situation du patrimoine en France aujourd'hui exige une initiative exceptionnelle : le lancement d'une pétition nationale pour le patrimoine.

LE PATRIMOINE EST EN CRISE

- Malgré les annonces officielles, les crédits consacrés à l'entretien et à la restauration du patrimoine vont pour la deuxième année consécutive baisser de 20 à 30 %. Dans chaque région, cette baisse se fait déjà sentir.
- En 2006, plus de 300 chantiers ont dû être interrompus. Pendant ce temps, les échafaudages restent en place, entraînant des surcoûts inutiles, estimés à 10 % de la dotation annuelle.
- Le niveau des crédits d'Etat est d'autant plus insuffisant que les arriérés sur opérations antérieures représentent plus de 200 millions d'euros, soit l'équivalent de la dotation de 2006.
- Cette crise concerne le patrimoine public autant que le patrimoine privé.

LES EMPLOIS DU PATRIMOINE SONT MENACÉS

- Le patrimoine génère environ 500 000 emplois en France, tant dans les entreprises spécialisées de restauration que dans le tourisme culturel.
- Il faut plus de dix ans de pratique quotidienne pour former un compagnon hautement spécialisé.
Or, devant la crise qui perdure :
 - Des entreprises licencient ou quittent le domaine du patrimoine.
 - Elles ne remplacent pas les départs des compagnons âgés. La rentrée 2005 aura enregistré une baisse de 55 % des apprentis.
 - Tout un savoir-faire ancestral, enrichi de techniques innovantes, est en péril.

VMF MOBILISE LES FRANÇAIS POUR DÉFENDRE LE PATRIMOINE

A l'occasion des Journées du patrimoine 2006, VMF, avec le soutien de la *Réunion des associations nationales de sauvegarde du patrimoine bâti et paysager (G8)*, mobilise l'opinion publique et appelle solennellement les pouvoirs publics à prendre des mesures d'urgence pour :

- remettre à niveau les crédits publics, notamment ceux de l'Etat pour le patrimoine
- assurer dans la durée l'entretien régulier du patrimoine

La pétition nationale pour le patrimoine sera remise au président de la République début novembre 2006.

Cette pétition sera signée sur des registres et des tracts présentés dans des lieux ouverts au public, ainsi que sur internet : www.vmf.net/petition

Paris, le 8 septembre 2006